

Un parti pour une nouvelle politique et une égalité radicale

Le parti qui se bat contre le racisme et pour une inclusion totale

Be.One est partisan de l'égalité des droits, sans complexes et sans restriction aucune. Le racisme doit être combattu de manière active à tous les échelons. L'islamophobie est pour nous un racisme à part entière, mû par les mêmes intentions, appliquant les mêmes méthodes et ayant les mêmes conséquences que n'importe quelle autre forme de rejet de l'autre. Nous nous opposons également à la pression assimilationniste qui est aujourd'hui omniprésente au sein de la société. A quelque niveau que ce soit, le paternalisme doit céder la place à l'inclusion totale et à l'égalité radicale. Notre message aux citoyens et aux enfants issus de l'immigration est clair : votre identité multiple est une grande richesse, tant pour vous-mêmes que pour la société tout entière. C'est pour cela que nous souhaitons instaurer de façon prioritaire :

- Des quotas concernant l'emploi de personnes issues de l'immigration dans les institutions publiques, telles que les ministères, les communes, les CPAS, l'armée et la police, mais également dans le secteur de la santé et dans les entreprises (semi-)publiques, comme la SNCB ou B-Post. Ces quotas seront maintenus aussi longtemps que la composition du monde du travail ne reflétera pas la diversité ethnoculturelle de la société.
- L'accès aux marchés publics réservé aux seules entreprises qui appliquent également des quotas au niveau interne.
- Des programmes d'« affirmative actions » (discrimination positive) négociés avec le secteur privé.
- Le renforcement des programmes d'« affirmative actions » dans les secteurs marchands et non marchands.
- Un service d'inspection général visant à lutter contre la discrimination et le racisme Son champ d'action concernera le marché du travail, le domaine du logement, l'école, ainsi que dans d'autres secteurs comme le sport et les loisirs.
- Un service d'inspection spécialisé pour contrer la violence gratuite et le racisme au sein des services de police. Son objectif sera triple : monitorer, documenter et élaborer des stratégies visant à lutter contre ce type de pratiques, en associant étroitement la société civile à son action.
- Une interculturelité approfondie dans le domaine de l'éducation, ceci tant au niveau de la formation des enseignants, que de leur recrutement et de leur travail quotidien. Nous devons offrir aux enseignants les moyens d'acquérir les connaissances et compétences nécessaires à l'application d'une égalité radicale en classe. Le multiculturalisme et le multilinguisme ne devront plus être considérés comme un problème, mais plutôt comme une force et un atout.

- Une interculturalité extensive dans le secteur de la santé, pour que les psychologues et le personnel des établissements de soins connaissent davantage le contexte culturel de leurs patients et en tiennent compte, de façon à pouvoir répondre au mieux à leurs besoins.
- Enfin, nous nous opposons fermement aux lois récemment votées et aux propositions de loi qui visent à instaurer une différence de traitement entre, d'une part, les citoyens qui ont uniquement la nationalité belge et, d'autre part, les binationaux et les personnes nées en Belgique qui n'ont pas la nationalité belge. Nous voulons donc supprimer la loi sur la déchéance de nationalité, rétablir la protection consulaire pour les binationaux et mettre fin aux déportations des personnes nées en Belgique mais qui ne disposent pas de la nationalité belge.

Le parti pour le libre choix

Notre parti croit en un avenir commun dans lequel nos différences sont respectées et nos similitudes valorisées. Nous voulons construire une société dans laquelle un juge pourra porter un foulard islamique ou une kippa juive, et un officier de police arborer un turban sikh et/ou une barbe. Nous voulons créer une société dans laquelle les citoyens jouissent du libre choix de leurs croyances et de leur tenue vestimentaire. Dans une telle société, aucune femme ne se sentira plus intimidée ou lésée parce qu'elle décide de couvrir entièrement son corps ou de porter une mini-jupe et un haut court. L'espace public doit être un havre pour la diversité et tous les choix doivent être traités avec égalité et respect.

Personne ne devrait se retrouver sans emploi à cause de son apparence ou de ses croyances religieuses, philosophiques, ou de ses convictions politiques. Personne ne devrait être exclu à cause de son genre, de son orientation sexuelle, ou de son mode de vie. La liberté de choix doit devenir la norme dans toute la société. C'est pourquoi nous préconisons :

- La suppression de toutes les mesures qui limitent le port du foulard islamique, que ce soit dans le secteur public ou privé.
- La permission de porter des symboles religieux dans n'importe quel contexte et à n'importe quel moment, qu'on soit musulman, chrétien, juif, sikh ou d'une autre religion ou tendance philosophique.
- L'autorisation de l'abattage halal et casher. Nous nous opposons fermement à toute instrumentalisation de la question du bien-être animal à des fins de stigmatisation de la communauté musulmane, comme c'est le cas actuellement. Pour cette raison, nous prônons un moratoire sur l'interdiction de l'abattage rituel, aussi longtemps que la société ne sera pas prête à mettre fin aux autres pratiques qui engendrent de la souffrance animale (chasse, élevage intensif, gavage des oies, destruction massive des poussins, expérimentation animale dans le cadre de la recherche cosmétique, etc.). Ceci est pour nous un préalable indispensable à toute réouverture du débat sur l'abattage rituel, débat qui ne pourra être mené qu'en y associant les communautés religieuses et des experts scientifiques, à même d'éclairer les discussions sur la réalité – ou non – d'un surcroît de souffrance occasionné par l'abattage rituel, par rapport à l'abattage classique (les scientifiques ayant jusqu'à présent été tenus à l'écart de ce débat, preuve de la tournure plus idéologique que rationnelle que ce dernier a prise jusqu'à présent). Précisons enfin que ce débat devra se tenir dans un cadre respectueux de la Convention européenne des droits de l'homme, qui garantit les libertés religieuses.

- Une tolérance zéro, qui se traduira par des amendes élevées, pour tout fait de harcèlement, d'intimidation sexuelle, ou toute manifestation d'intolérance, aussi bien dans l'espace public que dans la sphère privée.
- Un nouveau modèle dans lequel les religions et convictions philosophiques reconnues peuvent s'organiser elles-mêmes à tous les échelons et dans le cadre de l'Etat de droit et de la Constitution. L'Etat doit traiter les religions reconnues de manière égale, et ce dans le respect de leurs diversités internes.
 - La possibilité, pour les élèves de l'enseignement public, d'opter pour un menu végétarien lorsqu'un menu carné est proposé à la cantine.
 - Le rétablissement des 2 h de cours de religion dans l'enseignement officiel.

Le Parti pour l'égalité de genre

Il est illusoire de penser que, dans notre société, l'égalité des genres est largement réalisée et que le combat féministe est achevé. « A travail égal, salaire égal » constitue une maxime encore très éloignée de la réalité. L'existence de la domination masculine est évidente au niveau des postes de direction au sein des entreprises, des administrations, des universités, etc. La violence contre les femmes et le harcèlement sexuel demeurent un problème colossal dans un large éventail de contextes. Be.One se bat pour :

- Eliminer tous les obstacles sexistes que les femmes peuvent rencontrer dans leur quête d'un emploi ou d'une promotion.
- Des quotas obligatoires pour les postes et organes à responsabilité dans le secteur public. Ces quotas seront maintenus aussi longtemps que la composition du monde du travail ne reflétera pas la présence effective des femmes dans la société.
- Un accès aux marchés publics réservé aux seules entreprises privées qui appliquent également ce type de quotas en interne.
- Une application globale du principe de l'égalité des rémunérations pour un travail égal, avec, assortie à la mise en place d'un service d'inspection chargé de veiller à son respect et des sanctions en cas de manquements. Outre la discrimination directe, les nombreux autres mécanismes qui produisent des inégalités salariales entre hommes et femmes doivent également être combattus.
- La parité hommes-femmes au sein des différents exécutifs et assemblées parlementaires.
- Une éducation à l'égalité hommes-femmes à l'école, ainsi qu'au principe de consentement mutuel dans les cours d'éducation sexuelle.

- Une sévérité accrue dans le traitement que la police et la justice réservent aux faits de violence contre les femmes. Aujourd'hui, trop de cas de violence demeurent sans conséquences juridiques.
- Une formation pour les policiers amenés à réceptionner les plaintes des victimes d'agressions sexuelles. Aujourd'hui, seuls 10% des victimes osent porter plainte pour viol. Un chiffre qui doit beaucoup à l'accueil qui leur est réservé dans les commissariats de police, lequel se révèle encore trop souvent traumatisant.
 - Un meilleur éclairage des rues la nuit.
 - Une présence accrue de vigiles dans les transports en commun le soir après 20 h.
 - Des facilités pour les femmes qui circulent seules la nuit ou en soirée.
 - Une sensibilisation du corps médical aux violences obstétriques et gynécologiques, ainsi qu'à l'importance du consentement de la patiente lors de tout acte médical intime.

Le parti pour un renouveau démocratique

Beaucoup de gens ne se reconnaissent plus dans la politique actuelle. La démocratie, ce n'est pas seulement cocher des cases lors des élections, mais aussi prendre part aux décisions politiques en dehors des scrutins. Aujourd'hui, la concentration de pouvoir au sein des différentes structures politiques et des grandes entreprises privées est beaucoup trop importante. Nous en avons assez des scandales impliquant des élus politiques. De plus, les structures institutionnelles de l'Etat fédéral et de la Région bruxelloise sont trop compliquées. Pour toutes ces raisons, nous sommes favorables à :

Au niveau institutionnel

- Une simplification du fédéralisme belge avec, d'une part, un Etat fédéral fort qui garantit la solidarité en matière de sécurité sociale et, d'autre part, quatre régions aux compétences élargies.
- La suppression de la Communauté flamande et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, ainsi que le transfert de leurs compétences aux régions.
- L'autonomie constitutive de la Région bruxelloise, libérée de la tutelle des communautés linguistiques et traitant tous ses habitants sur un pied d'égalité, quelle que soit leur langue maternelle.
- La création d'une région germanophone.
- La mise en place d'une circonscription fédérale, pour que la politique fédérale soit déterminée par un vrai vote fédéral.

Au niveau de la participation citoyenne :

- L'abolition du seuil électoral de 5% pour les élections législatives, de façon à garantir une meilleure représentativité des courants politiques en présence dans la société.
- L'autorisation du droit de vote à l'âge de 16 ans. Le droit de vote étendu aux jeunes de 16 à 18 ans (ce droit devenant une obligation à partir de 18 ans), couplé à une éducation à la démocratie dès l'école secondaire.
- L'abolition du vote de liste. En supprimant la case de tête, on s'assure que seuls les candidats plébiscités par les électeurs seront effectivement élus.
- L'instauration d'un droit citoyen d'introduire une proposition de loi, décret, ou ordonnance par le biais d'une pétition ayant récolté un nombre minimum de signatures (à déterminer ultérieurement). Cette proposition citoyenne sera ensuite débattue au sein de l'assemblée concernée et fera l'objet d'un vote, à l'instar de n'importe quelle autre proposition législative.
- La participation citoyenne à l'élaboration du budget communal : des citoyens volontaires seront invités à débattre, sur base du budget communal de l'année précédente, de l'utilité ou non des dépenses qui ont été opérées et de la façon de les orienter au mieux l'année suivante. A la fin des débats, ils présenteront une proposition de budget communal aux élus communaux, qui auront l'obligation d'en tenir compte.
- L'implication structurelle dans la vie politique des ONG, des comités de quartier et de différentes organisations, telles que les associations culturelles autonomes, ou les associations en faveur de l'environnement. Nous refusons l'instrumentalisation d'une société civile qui fonctionnerait en sous-traitance pour le gouvernement. Même en bénéficiant du soutien financier de la collectivité (conditionné à des critères précis), cette société civile doit pouvoir rester indépendante et militante.

Au niveau de la bonne gouvernance :

- Un décumul total des mandats : les ministres, députés et bourgmestres devront se contenter d'un seul mandat (sauf pour les mandats d'administrateur dans des organismes publics, dont le nombre sera toutefois limité). Nous voulons abaisser le plafond des revenus publics. Nous souhaitons également diminuer cette indemnité, ainsi que les autres rémunérations publiques. Les éventuels revenus provenant de l'exercice d'activités privées seront pris en compte pour déterminer le dépassement ou non de ce plafond.
- La publicité des déclarations de patrimoine des mandataires politiques.
- L'application de règles d'organisation démocratiques au sein des partis politiques.
- L'inéligibilité à vie pour toute personne condamnée pour corruption.
- Un ministre, bourgmestre ou échevin ne pourra prêter que maximum la durée théorique de deux mandats consécutifs (2 x 5 ans pour les premiers, 2 x 6 ans pour les 2e et 3e).

- • L'interdiction, d'une durée de cinq ans, de tout exercice d'une fonction privée en lien avec un mandat public précédemment exercé dans le même secteur, ou toute activité de lobbying, quel que soit le secteur privé concerné.

Une réglementation drastique des contacts entre, d'une part, des lobbyistes et, d'autre part, des élus, des membres des cabinets ministériels, ou des membres de l'administration .

- Un durcissement des règles portant sur les conflits d'intérêts entre mandats publics et activités professionnelles privées d'un élu ou d'un membre de sa famille en ligne directe.
- Une gestion des asbl bénéficiant de subsides publics et gérant des politiques publiques confiée à des citoyens dotés de compétences en lien avec le secteur dont relève l'asbl.
- De manière générale, toute personne nommée à une fonction d'administrateur ou une fonction exécutive d'un organisme public devra posséder des compétences en lien avec le secteur dont relève l'organisme en question.
- Les rémunérations liées aux mandats publics doivent être liées à l'expérience du mandataire et à la quantité de travail attendue. Ces rémunérations seront aussi calculées en fonction des grilles de rémunération de la fonction publique.

Le parti pour Bruxelles et les villes

Be.One est un parti résolument urbain, fondé par une génération de citoyens aux identités multiples. Qu'ils vivent à Bruxelles, Anvers, Charleroi ou Gand, ces citoyens entendent dépasser les nationalismes, pour établir des connexions entre leur communauté locale et le reste du monde. Agissant tant au niveau local que global, ils veulent également en finir avec certaines pratiques politiques du XXe siècle, devenues obsolètes dans ce qu'elles ont corrompu et déconnecté de la réalité. Nous sommes aussi et avant tout le parti de Bruxelles, capitale d'une Europe inclusive et durable, une capitale qui doit devenir celle du peuple et non plus des élites. Bruxelles possède une identité à part entière, distincte de celles de la Flandre et de la Wallonie, et est mue par des dynamiques qui lui sont propres. La Région bruxelloise a le potentiel pour devenir un exemple pour le monde en tant que ville super-diversifiée et durable. C'est pourquoi ses structures doivent fondamentalement changer, afin qu'elle puisse prendre son destin en main. Voilà pourquoi nous voulons :

Au niveau régional :

- L'abolition de la Communauté flamande et de la Fédération Wallonie-Bruxelles et le transfert des compétences (enseignement, formation, culture, etc.) au niveau régional. A Bruxelles, cela implique la suppression de la Cocof, de la VGC et de la Cocom. Leurs compétences et budgets afférents seront confiés à la Région bruxelloise.
- L'autonomie constitutive pour la Région bruxelloise, au même titre que la Flandre et la Wallonie, afin que ses habitants puissent déterminer en toute autonomie la manière dont ils souhaitent gérer leur région.

Au niveau des villes en général :

- Plus de pouvoirs et de ressources pour les villes en termes de mobilité, de logement, d'éducation, de sécurité, etc.
- La perception de l'impôt des personnes physiques sur leur lieu de travail. Cette mesure est indispensable pour permettre aux villes en général et à la capitale en particulier d'assumer au mieux leur rôle de centres névralgiques de l'économie. C'est particulièrement vrai pour Bruxelles qui, en plus, assume le rôle de capitale belge et européenne.
- Lutter contre l'inoccupation des bâtiments publics ou privés et les reconvertir en du logement durable.

Au niveau de Bruxelles en particulier :

- Une réforme radicale des structures bruxelloises, pour plus de démocratie, de transparence et d'efficacité. La politique sera refaite dans des conseils élus transparents et au travers d'une consultation honnête avec les citoyens et la société civile.
- Dans l'optique de mener des politiques cohérentes et efficaces, opérer un transfert massif de compétences communales (urbanisme, mobilité, etc.) vers la Région. Les communes conservent les compétences dites de proximité (Etat civil, propreté de la voirie, police de proximité, petits espaces verts, animations, etc.).
- La régionalisation des taxes communales, pour mener à bien ces politiques globales, mais aussi permettre une plus juste redistribution des recettes, basée sur les besoins réels de chaque commune.

A la différence des autres villes du pays, la capitale affronte deux crises majeures : celles de la mobilité et de l'enseignement. C'est pourquoi nous garantirons, au niveau de l'enseignement :

- Une place pour chaque enfant dans une crèche, une école maternelle, primaire et secondaire de la capitale.
- Une aide renforcée pour les primo-arrivants qui ne parlent ni le français, ni le néerlandais, ainsi que pour les enfants souffrant d'un handicap léger (pour éviter qu'ils ne soient relégués dans l'enseignement spécialisé, comme c'est trop souvent le cas actuellement). Cela nécessite un encadrement supplémentaire nécessaire au niveau de l'enseignement.
- Un enseignement multilingue (français, néerlandais, anglais) qui réserve aussi une place aux langues d'origine de beaucoup de jeunes Bruxellois telles que le turc, l'arabe ou le lingala.
- Grâce à la régionalisation de l'enseignement, Bruxelles aura la possibilité d'offrir un modèle éducatif novateur et adapté à sa nature de ville-région. En concertation avec le monde enseignant, nous proposons de repenser notre enseignement de façon à, d'une part, encourager la mixité socioculturelle et, d'autre part, offrir aux jeunes des infrastructures éducatives de qualité, qui stimulent leur désir d'apprendre. Sur base des avis d'experts de la jeunesse et de travailleurs du secteur, nous souhaitons décentraliser partiellement l'école secondaire, en construisant des centres pédagogiques dédiés à certaines matières. Pour le cours de sciences, par exemple : l'ensemble des élèves bruxellois aurait accès à du matériel d'excellence pour réaliser des expériences en chimie ou

en biologie. Idem pour l'apprentissage technologique ou des arts plastiques. Ces infrastructures seraient créées dans différentes communes de la capitale, de façon à encourager la mixité entre jeunes de milieu différents, élément essentiel pour construire une société unie et solidaire. Enfin, ce nouveau modèle éducatif impliquera de repenser l'organisation et la durée des cours, pour favoriser au mieux l'apprentissage de l'enfant.

Au niveau de la mobilité, nous proposons de :

- Régionaliser Infrabel, pour permettre la mise en service rapide, sans attendre la réalisation complète du réseau, de lignes ou de parties de lignes du RER, en particulier celles se trouvant sur le territoire de la Région bruxelloise.
- Développer le réseau de bus, trams et métros, ainsi qu'améliorer la fréquence de passage des transports en commun.
- Instaurer la gratuité des transports en commun en Région bruxelloise.
 - Développer des pistes cyclables sécurisées sur tout le territoire bruxellois.
- Outre l'impact positif de la régionalisation de l'IPP pour le budget bruxellois, ces mesures pourront être financées par l'instauration de péages urbains aux différentes entrées autoroutières de Bruxelles. Ces péages seront accompagnés de parkings et de lignes de bus permettant de rejoindre rapidement le centre.
- Favoriser le transport de marchandises par le canal, interdire l'accès des centres aux véhicules lourds et polluants en imposant l'approvisionnement des commerces par des véhicules légers (camionnettes), principalement la nuit.
- Etendre l'interdiction des vols de nuit au-dessus de Bruxelles de 22 h à 7 h du matin (au lieu de 23 h à 7 h) et veiller à son application stricte.
- Concernant le survol de Bruxelles, négocier avec la Flandre un plan de dispersion des vols qui tienne compte en priorité des normes de sécurité et de la densité de population des zones survolées.

Le parti pour une économie humaine et équitable

Le constat

Les conséquences du capitalisme moderne sont intenable à long terme. Le creusement des inégalités, l'appauvrissement des classes moyennes et populaires engendrent des tensions croissantes au sein de la société. La destruction de l'environnement et l'épuisement des ressources naturelles compromettent notre santé et l'avenir de nos enfants sur cette planète. Cependant, nous ne pensons pas que les solutions sont à chercher dans les idéologies du passé, telles que le communisme ou le protectionnisme nationaliste. Nous devons apporter des alternatives nouvelles,

qui puissent s'insérer rapidement dans le modèle économique actuel, pour le transformer de l'intérieur.

L'objectif

Notre horizon : la société post-capitaliste, c'est-à-dire une société où les valeurs d'égalité et de liberté sont fondamentales. D'égalité, en refusant tant la pauvreté que l'enrichissement démesuré et en donnant à tous les mêmes chances de s'élever socialement. De liberté, en encourageant la création d'entreprises, l'innovation, la possibilité de rejoindre les couches aisées de la population, par son travail plutôt que par un éventuel droit de naissance. Nous prônons une économie au service d'une société conviviale, solidaire et ouverte sur le monde. Une économie qui revalorise les classes moyennes, les indépendants et les PME. Une économie qui relève le défi de la transition écologique. Une économie qui encourage les partenariats commerciaux favorables aux populations locales et non à une poignée de multinationales.

Au niveau international

L'Europe est devenue un grand laboratoire pour recettes néolibérales, au bénéfice des très grosses fortunes et des grandes entreprises transnationales. Ses objectifs d'austérité budgétaire et de privatisation des services publics appauvrissent les citoyens européens. Son ambition de dérégulation maximale des marchés est dangereuse pour les indépendants et les PME, qui se retrouvent mis en concurrence avec des « poids lourds » économiques, capables de les éradiquer. Au niveau européen, nous nous battons avec toutes les bonnes volontés politiques en présence pour protéger les citoyens et redonner ses lettres de noblesse à l'entrepreneuriat durable. Cela passe par :

- L'abandon du traité budgétaire européen et des directives qui imposent l'austérité aux peuples.
- La sortie (ou l'arrêt des négociations) des accords internationaux de libre-échange, tels que le CETA, le TISA, ou le TTIP.
- L'inscription, dans les traités européens, de la primauté de l'intérêt collectif (en ce compris la préservation de l'environnement) sur les règles de concurrence libre et non faussée des marchés.
- La possibilité, pour les Etats membres, de soustraire aux règles du marché libre certains secteurs essentiels à la collectivité (soins de santé, énergies, transports, etc).

Enfin, il est également indispensable d'instaurer, au niveau européen et, plus largement, international :

- Une taxe Tobin sur les transactions financières, et des restrictions plus drastiques sur les mouvements internationaux de capitaux spéculatifs.
- Une véritable politique de lutte contre l'évasion fiscale.

Au niveau national

Nos principales mesures fiscales et budgétaires

Nous considérons qu'aussi bien l'impôt que les différents mécanismes de protection sociale doivent, d'une part, conduire à une plus grande égalité entre les citoyens, d'autre part, encourager l'adoption de comportements en accord avec nos objectifs sociétaux (ex. : la préservation de l'environnement). C'est pourquoi nous préconisons :

- Un relèvement du niveau de protection sociale pour ceux qui démarrent une profession libérale ou créent leur propre entreprise.
- Un allègement des charges pour les nouveaux emplois créés dans les PME.
- Une TVA repensée avec, notamment, un taux de 0 % élargi aux biens et services de première nécessité (ex. boissons et aliments non manufacturés, services juridiques, soins vétérinaires, etc.) et un taux supérieur à 21 % pour les produits de grand luxe (ex. : haute couture, voitures de luxe, etc.).
- Parmi les paramètres pris en compte pour redéfinir le taux de TVA, l'impact du bien ou du service sur la santé ou l'environnement (ex. : taux réduit pour les produits bio, les soins de santé préventifs ; taux plus élevé pour les boissons sucrées, les produits jetables, etc.).
- Un cadastre des fortunes et un impôt sur le patrimoine à partir de 2 millions d'euros, taxé de manière progressive (1% de 2 à 3 millions, 2% de 3 à 4 millions % et 3 % au-delà de 4 millions). Ce patrimoine reprend l'ensemble du patrimoine mobilier et immobilier, à l'exclusion de l'habitation principale (dont la valeur inférieure ou égale à 500 mille euros sera soustraite au calcul du patrimoine).
- La globalisation des revenus du capital et du travail, soumis de manière égale à une taxation progressive.
- La taxation des plus-values sur actions pour lutter contre la spéculation boursière. Cette taxe variera en fonction de la durée de détention des actions. Ainsi, une action détenue durant un court laps de temps serait davantage taxée qu'une action conservée à long terme.
- L'introduction d'une taxe sur les robots lorsque ceux-ci se contentent de remplir des tâches humaines, pour éviter la concurrence déloyale et grandissante de la technologie par rapport au travail humain.

La transition écologique, une priorité

Pour devenir durable, notre économie devra être repensée au regard des impératifs écologiques qui conditionnent notre avenir commun. Un modèle économique basé sur une croissance continue, et donc la production immodérée de biens jetables ou à obsolescence programmée, est intenable à long terme. Nous devons réorganiser notre économie, non plus autour du profit à tout prix, mais des besoins réels de la société, en accord avec le respect de l'environnement. La transition écologique nécessitera des investissements publics conséquents, un soutien accru à la recherche et à l'innovation et des partenariats public-privé nous permettant d'atteindre les objectifs suivants :

- Garantir notre autonomie en énergies 100 % renouvelables d'ici à 2050, à un coût abordable pour la population.
- Développer des centres de tri performants et des usines de production de recyclats (matières premières issues du recyclage, comme les déchets plastiques transformés en granulats). Notre but : devenir les leaders européens dans ce secteur
- Investir dans l'économie circulaire.
- Favoriser l'économie de partage.
- Réorienter les aides à l'industrie agroalimentaire vers l'élevage et l'agriculture écologique paysanne.
- Soutenir le développement de circuits courts (mise en relation des consommateurs avec de petits producteurs locaux).

La valorisation du modèle coopératif

Pour nous, l'égalité radicale se conçoit dans tous les domaines de la société, y compris celui de l'entreprise. C'est pourquoi nous voulons favoriser le modèle des coopératives, basé sur la propriété collective du capital et la gouvernance démocratique. Le soutien au modèle coopératif est d'autant plus nécessaire que, de par la participation démocratique des travailleurs aux prises de décision, il participe à la pérennisation des entreprises et donc à la stabilisation de notre économie. Tout le contraire du modèle actionnarial qui encourage la spéculation boursière et donc, bien souvent, les destructions d'emploi. Le soutien public apporté au modèle coopératif se traduira par :

- Une aide à la création et à l'accompagnement des coopératives.
- Un accès prioritaire au système de monnaie locale complémentaire qui sera parallèlement mis en place (voir ci-dessous).

Un programme économique post-capitaliste

Nos buts :

- Favoriser les entreprises et les modes de consommation éthiques, solidaires et respectueux de l'environnement
- Offrir des services publics solides, durables et élargis
- Garantir le plein-emploi

Nos armes :

- La semaine des quatre jours (ou 32 h/semaine)
- Le principe de « L'Etat employeur en dernier ressort »
- La création d'une monnaie locale complémentaire

1) La semaine des quatre jours (avec maintien du salaire) est indispensable pour sortir du clivage entre travailleurs qui cumulent souvent temps plein et heures supplémentaires, au détriment de leur santé, et chômeurs qui, loin du monde du travail, peuvent souffrir d'exclusion sociale. Une meilleure répartition du temps de travail présente plusieurs avantages :

- la création potentielle de 300 000 à 500 000 nouveaux emplois ;
- une augmentation du pouvoir d'achat (grâce à la création de ces nouveaux emplois)
- une augmentation de la productivité des travailleurs, conséquence d'un meilleur équilibre temps de travail/vie de famille ;
- une société plus conviviale, où chacun disposerait de temps pour l'éducation de ses enfants, ou pour prendre soin d'un parent malade ou âgé.

Les entreprises qui embauchent pour compenser cette diminution du temps de travail contribuent à faire baisser le chômage. Il est donc normal qu'elles bénéficient d'une baisse des cotisations sociales.

2) L'Etat employeur en dernier ressort est un principe qui permet à tous de jouir d'un revenu décent, mais qui, à la différence du revenu universel, valorise la notion de "travail". En outre, il permettrait de favoriser la transition écologique et d'offrir des services publics élargis et de meilleure qualité à la population.

Ce principe est simple : plutôt que de percevoir des allocations sociales, tout chômeur serait en droit de réclamer un emploi aux autorités, rémunéré au salaire de base dans le secteur public (ou plus suivant ses qualifications). Les domaines qui nécessitent des créations d'emploi sont nombreux : aide aux enfants et aux personnes malades ou âgées, accueil et accompagnement des réfugiés, rénovation écologique des bâtiments publics inoccupés, amélioration de la qualité de vie urbaine, etc.

Cette mesure sera financée par un impôt fortement progressif, ainsi que grâce aux économies réalisées sur les allocations de chômage. De plus, une partie des revenus générés servira à alimenter une économie durable, éthique et solidaire, grâce à notre troisième mesure : la création d'une monnaie locale complémentaire.

3) Depuis la crise de 2008, des milliers de monnaies locales complémentaires ont vu le jour à travers le monde. Elles permettent de rediriger une partie du pouvoir d'achat vers les biens et services des entreprises qui respectent l'environnement et les travailleurs.

La monnaie complémentaire que nous créerons n'a pas vocation à remplacer l'euro, mais à soutenir ces entreprises face aux multinationales sans scrupules. Elle servira à acheter les biens et services des entreprises qui:

- fonctionnent sur base d'une gouvernance démocratique et de la propriété collective du capital (modèle coopératif)
- poursuivent une finalité sociale
- s'inscrivent dans la transition écologique

Cette monnaie sera soutenue par les pouvoirs locaux. En effet, les emplois créés dans le cadre du système "Etat employeur en dernier ressort" seront prestés 4 jours/semaine et leur rémunération équivalente à un emploi de 5 jours/semaine. 1/5e du salaire-poche de ces emplois sera versé en monnaie locale. Les citoyens auront également la possibilité de payer les taxes régionales et communales en monnaie complémentaire.

Des échanges économiques respectueux des peuples

A nos yeux, il est impératif que les échanges économiques internationaux s'établissent sur un mode égalitaire et bénéficient en priorité aux travailleurs et aux populations locales, plutôt qu'à une poignée de multinationales et à l'élite globalisée.

En ce sens, il sera également possible de créer, en plus des échanges commerciaux classiques, des partenariats avec d'autres communautés, en Europe et dans le monde, qui utilisent des monnaies complémentaires pour promouvoir une économie globale respectueuse de l'homme et de l'environnement.

Une banque 100 % publique

Enfin, nous jugeons essentiel de pouvoir disposer d'une banque de dépôt 100 % publique, à la fois pour mettre en place une politique en faveur de la transition énergétique et pour créer une monnaie locale complémentaire, de façon à soutenir l'économie sociale, solidaire et éco-responsable.

Le parti pour plus de justice sociale

Il est évident que la notion d'égalité radicale va de pair avec la lutte contre la pauvreté et la protection des classes moyennes. Le combat contre les inégalités n'est pas seulement une question de justice sociale. C'est aussi le moyen de nous assurer une société plus apaisée. En effet, dans une société inégalitaire, la violence et les tensions entre citoyens aisés et les plus démunis ne peuvent que s'accroître. En matière de sécurité, comme de santé publique, nous mettons en premier lieu sur la prévention, donc sur l'amélioration des conditions de vie. Une telle approche est un bien meilleur gage de sécurité que la réponse uniquement répressive des systèmes inégalitaires.

Nos principales mesures sociales :

- L'augmentation des allocations sociales, de façon à ce qu'elles dépassent le seuil de pauvreté, ainsi qu'une hausse du salaire minimum, afin de garantir l'attractivité de l'emploi.
- L'individualisation des droits sociaux, pour supprimer les inégalités liées à l'état civil ou à la cohabitation.
- La réaffirmation de l'importance du dialogue social entre patronat et syndicats, sans interférence du politique. Nous sommes également favorables à l'implication d'organisations représentant la société civile dans ce dialogue.
- Une politique de santé publique axée sur la prévention, notamment des accidents de travail, du burn-out et des maladies liées au stress. Une telle politique sera couplée à des mesures d'amélioration de la qualité environnementale, puisque cette dernière a également un impact important sur la santé. La prévention en matière de santé a certes un coût, mais qui sera largement compensé par les économies consécutives à la diminution des accidents et des maladies ciblées.
- L'inversion de la tendance à la privatisation du secteur de la santé, ainsi que de celui de la sécurité.
- La construction de logements sociaux, non plus seulement dans les quartiers pauvres, mais aussi et surtout dans les quartiers et communes à haut standing, pour assurer davantage de mixité sociale.
- Pour les propriétaires de biens en location, un précompte immobilier qui variera en fonction du montant du loyer réclamé. Concrètement, ce dernier serait évalué par rapport à une grille des loyers reprenant les prix indicatifs des biens en fonction de leur état et de leur situation géographique. Si le loyer est inférieur au prix de la grille, le propriétaire bénéficiera d'un bonus fiscal ; s'il est supérieur, son précompte sera augmenté proportionnellement au dépassement pratiqué.
- L'obligation, pour l'Etat, d'offrir un endroit où dormir à toute personne sans domicile fixe, que ce soit en hiver ou en été et que cette personne soit en situation régulière ou non.

- Le développement des logements en kit, qui permettent d'installer rapidement des personnes sans-abri dans des bâtiments vides et d'assurer à la fois le confort et la privauté minimum à la dignité humaine.

Le parti pour un enseignement qui donne sa chance à tous les enfants

Nous sommes favorables à un système éducatif qui encourage l'émancipation et le développement personnel. Aujourd'hui, dans notre pays, il n'y a aucune raison de se décerner un satisfecit dans ce domaine. Nous pouvons faire plus et mieux, car notre enseignement est un échec à différents niveaux. Pour contrer le manque de moyens dans l'éducation et le besoin urgent de faire évoluer les mentalités, nous appelons à des réformes structurelles.

La société doit consacrer plus de ressources au système éducatif, tant au niveau du personnel que des infrastructures scolaires. De plus, nous devons davantage intégrer l'utilisation des nouvelles technologies et des outils de communication à notre enseignement.

- Nous voulons des classes plus petites, ce qui inclut l'embauche d'un plus grand nombre d'enseignants, de façon à ce que ces derniers puissent offrir un encadrement pédagogique de meilleure qualité à leurs élèves.
- Il est indispensable de revaloriser le statut d'enseignant, de garantir le respect dû à sa fonction et de rendre celle-ci plus attrayante. Cela passe par une élévation du niveau de formation qui leur est proposée, tant en termes de connaissances que de compétences pédagogiques, mais aussi par une augmentation de leur rémunération et des chances d'obtenir une nomination statutaire, une plus grande autonomie dans leur travail, une limitation stricte des charges administratives et des tâches de soin et enfin un système d'évaluation plus efficace. De cette façon, nous pourrions attirer un personnel enseignant qualifié et motivé, ainsi que l'inciter à rester en fonction plus longtemps.
- Parallèlement à ça, il est également important de développer des outils pédagogiques adaptés aux nouvelles réalités sociales, en ce compris la diversité ethnoculturelle. Nous devons en finir avec l'enseignement monoculturel et unilingue, devenu obsolète. La diversité ne doit plus être perçue comme problématique mais, au contraire, normalisée et valorisée.
- Un approfondissement de l'interculturalité est aussi nécessaire. Celle-ci doit être incluse dans la formation des enseignants. L'éducation doit exprimer une histoire positive de la diversité, mais aussi s'ouvrir au multilinguisme.
- Nous devons également nous attaquer aux mécanismes d'exclusion latents qui, par défaut, orientent trop vite les enfants appartenant à une minorité ethnique ou à un groupe économiquement vulnérable vers des filières techniques et professionnelles. En ce sens, l'ensemble du système d'évaluation des élèves doit être revu et réformé.
- Enfin, nous devons assurer un meilleur soutien scolaire, ainsi qu'un suivi spécialisé, aux enfants qui rencontrent des difficultés d'apprentissage, des troubles du comportement, ou des limitations fonctionnelles. En effet, trop de problèmes psychosociaux lourds reposent actuellement sur les épaules des enseignants. Une situation qui ne peut plus durer.

Le parti pour la paix et la justice au niveau international

Be. On veut placer les questions de politique internationale au cœur du débat politique. Dans un monde régi par la globalisation, la Belgique et l'Union européenne ont un impact majeur sur le devenir de ce monde et vice versa. Notre objectif est celui d'une égalité radicale qui dépasse les frontières. D'énormes inégalités et une injustice immense prévalent encore et toujours sur notre planète. Les jeux de pouvoir géopolitiques, le néo-colonialisme, l'impérialisme, l'ultranationalisme, le sectarisme et le racisme alimentent de nombreux conflits entre les États et au sein de plusieurs d'entre eux, avec de nouvelles et dangereuses courses aux armements. On continue de déstabiliser des régions comme le Moyen-Orient et l'Afrique. Cela se fait par le biais d'interventions militaires, mais aussi d'interférences aux côtés de dictatures et de groupes armés non démocratiques. En ce qui concerne l'U.E., la politique du deux poids deux mesures est monnaie courante. Le capitalisme mondialisé demeure un obstacle à une vie digne pour tous. Les conséquences du changement climatique frappent surtout les plus faibles, qui ont pourtant une moindre responsabilité dans sa survenue et n'ont pas les capacités de s'en protéger. Pour toutes ces raisons, nous défendons :

- Une attitude cohérente de la Belgique et de l'U.E. en faveur des droits de l'homme, de la paix et du développement durable, sans hypocrisie ni politique de deux poids deux mesures. Nous devons traiter d'égal à égal les autres pays et peuples en paroles et en actes.
- L'arrêt de toute forme d'ingérence aux côtés des régimes et mouvements non démocratiques. Dans n'importe quel pays du monde, la population doit être libre de choisir ses dirigeants.
- L'abolition de l'OTAN, couplée à une revalorisation de l'action de l'Organisation des Nations Unies (ONU) dans les relations internationales, ainsi que de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).
- Le respect du droit international, qui devra cependant être révisé pour amoindrir l'importance du Conseil de sécurité dans le règlement des conflits, au profit de l'Assemblée générale de l'ONU.
- Pour des pays multiculturels tels que la Syrie, l'Irak et la Turquie, nous souhaitons appuyer toute initiative visant à soutenir la paix, la stabilité, la démocratisation et le respect de la souveraineté nationale et des identités multiples.

La libération de la Palestine.

Nous prôtons la mise en place de sanctions économiques et politiques efficaces contre l'État israélien et les piliers de son économie nationale. Des mesures prises uniquement contre les entreprises implantées dans les territoires occupés ne sont pas suffisantes. Seul un boycott bien plus large permettra d'exercer la pression nécessaire pour que cesse l'occupation illégale de la Palestine, la construction de nouvelles colonies israéliennes et les violations quotidiennes des droits de l'homme que subissent les Palestiniens. Le boycott d'Israël est encore tabou dans la politique européenne. Pourtant, après l'annexion de la Crimée en 2014, l'U.E. et les États-Unis ont immédiatement imposé des sanctions très dures contre les élites politiques, les banques et les

compagnies énergétiques russes. Des sanctions similaires peuvent et doivent être appliquées à l'Etat d'Israël, à ses élites et à ses structures.

- Tous les accords de coopération entre l'Union européenne et Israël doivent être immédiatement annulés.
- Le blocus de Gaza doit être immédiatement levé.
- Nous croyons également au droit au retour de tous les réfugiés palestiniens dans leurs villes et villages, d'où ils ont été ethniquement nettoyés par les sionistes en 1948, 1967 et même après. Par principe, nous soutenons la solution à un Etat, dans lequel Juifs et Palestiniens pourront vivre ensemble pacifiquement et en tant que citoyens égaux. Nous ne voyons aucun avenir pour un État juif ethnocratique qui se maintient grâce à l'apartheid, et encore moins pour un «État palestinien» non viable sur une terre aride jalonnée de colonies israéliennes illégales, ainsi que par un mur de séparation.
- 1% de notre produit national brut doit être consacré à l'aide au développement. Au niveau des dépenses, nous respectons la volonté et les connaissances des partenaires locaux dans la façon d'utiliser au mieux les ressources qui leur sont allouées.
- Une solidarité maximale avec les zones et populations atteintes par le changement climatique. Ce soutien devra s'ajouter à l'aide au développement.
- Be.One considère que les plus de 65 millions de réfugiés qui vivent actuellement aux quatre coins de la planète sont le symptôme d'un monde en détresse. Les causes sont connues : conséquences de la mondialisation néolibérale, sous-développement structurel, guerres interétatiques ou civiles, crises d'ordre humanitaire et écologique, etc. Sans une transformation profonde de l'économie et de la politique mondiale, les migrations forcées vont se multiplier. Cette analyse sous-tend notre vision du sort des réfugiés et de la question migratoire.
- Les efforts pour les réfugiés en termes de réinstallation et de soutien financier doivent être équitablement répartis en Europe et dans le monde. À l'heure actuelle, les pays européens riches pourraient se montrer beaucoup plus volontaires en la matière. A ce sujet, nous rendons hommage à la générosité de pays tels que la Turquie, le Liban, le Bangladesh et plusieurs autres.
 - Nous sommes favorables à un règlement de la question migratoire au niveau européen, sur base d'un principe de bonus/malus. Chaque pays de l'U.E. devra accueillir un quota de réfugiés prédéfini par la Commission européenne. Les pays qui ne respectent pas leur quota seront sanctionnés financièrement, tandis que ceux qui accueillent une proportion plus importante de réfugiés que celle initialement prévue se verront accorder des aides financières spécifiques.
 - Au niveau belge, nous prôtons la suppression des centres fermés et des expulsions de personnes sans-papiers.
 - Après celles de 1999 et 2009, nous sommes favorables à une nouvelle campagne de régularisation collective des sans-papiers, sur base de critères tels que des raisons médicales impérieuses, le danger que représente un retour au pays et un ancrage social durable, notamment grâce au travail.
 - Nous nous opposons à toute forme de criminalisation des migrants et des personnes qui leur viennent en aide.

- Nous souhaitons octroyer une allocation à toute personne qui héberge un ou plusieurs migrants.
 - Nous voulons annuler la réforme de l'Aide Médicale Urgente qui vise à restreindre l'accès aux soins de santé minimum des personnes en situation irrégulière, ceci tant pour des raisons humanitaires que de santé publique.
- Nous sommes opposés à toute forme de protection des frontières ou de coopération avec des pays tiers qui compromettent le droit réel de demander l'asile en vertu de la Convention de Genève.
 - La Belgique se doit de respecter l'ensemble des droits de l'homme dans sa politique d'asile.
 - Une politique migratoire plus permissive est un corollaire indiscutable des droits de l'homme. C'est aussi une nécessité pour la Belgique. Nous devons ouvrir plus largement nos portes aux réfugiés et aux migrants, non seulement par solidarité, mais aussi pour affronter le défi du vieillissement de la population et rétablir l'équilibre dans la pyramide des âges, équilibre indispensable à la survie de l'Etat-providence et au paiement des pensions de nos futurs retraités.



Le parti pour une Europe des peuples et non des élites

Be.One est favorable à l'Union européenne en tant que projet de paix et de coopération. Mais force est de constater que, au fil du temps, le projet européen a été perverti, pour servir en priorité les intérêts des plus nantis et des grandes entreprises. En tant que parti qui défend les classes moyennes et populaires, les PME et les indépendants, nous ne nous retrouvons plus dans l'Europe actuelle. Nous sommes conscients que, pour atteindre l'égalité radicale, notamment dans le domaine socio-économique, il nous faudra passer par une réforme de l'Union européenne, telle qu'elle existe actuellement.

Pour cette raison, nous voulons, en premier lieu, que les peuples européens, les syndicats et la société civile puissent exercer de manière plus large leurs droits démocratiques sur les politiques menées dans la zone euro. Nous souhaitons à la fois une plus grande solidarité entre Etats européens et des politiques budgétaires et macro-économiques qui répondent aux besoins de leurs populations respectives. Nous sommes opposés à la concurrence entre les régions et les travailleurs européens sur la base des différences de salaires, de taxes, ou de normes environnementales. Au niveau international, nous appelons à une remise en question européenne des politiques néolibérales de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le libre-échange ne devrait jamais porter atteinte aux normes sociales, environnementales et sanitaires des Etats. Enfin, plutôt que d'accroître les dépenses militaires des Etats membres, l'U.E. doit privilégier la diplomatie active, la prévention des conflits, la confiance et la coopération au développement pour éliminer la méfiance interétatique et contribuer à la stabilité et au développement durable dans le monde.

Nous voulons aussi :

- Une harmonisation budgétaire et fiscale au niveau européen, qui prendrait le contre-pied de la tendance actuelle, puisqu'elle s'effectuerait cette fois-ci « par le haut ». En clair, une telle harmonisation doit permettre de maintenir des services publics de qualité dans les pays où ceux-ci existent et de créer (ou d'améliorer) ceux des pays dans lesquels ces services sont absents (ou de piètre qualité).
- La possibilité, pour la Banque Centrale Européenne, de racheter directement les dettes publiques des Etats.
- La diminution des taux d'intérêt, le rééchelonnement et la restructuration des dettes souveraines contractées pour sauver les banques de la faillite lors de la crise de 2008.
- La possibilité, pour les Etats membres, de mettre en place des politiques industrielles permettant d'amorcer la transition écologique de nos économies.
- La refondation de la politique agricole commune, pour mettre fin aux privilèges de l'agriculture industrielle et (re)valoriser l'agriculture écologique et paysanne.
- Le lancement d'une politique européenne de développement des énergies renouvelables.

Dans le cas où il nous serait impossible de modifier, dans un avenir proche, les traités qui nous empêchent d'atteindre nos objectifs d'égalité radicale, nous privilégierons la stratégie suivante :

La mise en place de synergies et partenariats avec les villes, régions ou Etats qui sont prêts à opter pour un futur solidaire et durable. Notre but sera de prouver par l'exemple qu'une autre Europe est possible, malgré les contraintes actuelles, et de rallier à notre cause un nombre croissant de mouvements citoyens pour, à terme, refonder radicalement le projet européen.

Le parti pour une décolonisation radicale

Notre société et la politique mondiale sont déterminées par une inégalité qui trouve ses origines dans l'histoire. Les conquêtes violentes, la colonisation, la traite des esclaves, les famines provoquées par les conflits politiques, la dégradation et la subordination économiques, l'exploitation, les génocides, le redécoupage des frontières et une longue série de guerres cruelles pour préserver les positions coloniales sont autant de faits historiques qui ont, encore aujourd'hui, une incidence sur l'ordre politique et économique mondial. La domination occidentale et le sentiment de supériorité qui l'accompagne règnent en maîtres depuis des siècles. Les connaissances générales et la sensibilisation par rapport à ces réalités sont faibles. En ce sens, Be.One veut enclencher une décolonisation radicale des esprits.

- Nous voulons une politique et un débat public qui respectent et valorisent les cadres de référence, les connaissances, les expériences, les valeurs, les souhaits et les aspirations des personnes d'origines non occidentales.
- La politique et l'éducation doivent refléter une prise de conscience de la brutalité structurelle séculaire dont le Sud a été victime, ainsi que des conséquences durables qui l'ont suivie. L'éducation doit être dispensée de façon moins eurocentrée et accorder plus d'attention à l'histoire et à

l'actualité non occidentales. Elle doit oser aborder les questions liées à l'inégalité historique et actuelle, ainsi que les pratiques qui y sont associées.

- La Belgique doit se réconcilier avec son passé colonial, comme les crimes commis par Léopold II et, plus tard, les interventions non autorisées au Congo, au Rwanda et au Burundi. Des excuses formelles doivent être présentées aux peuples colonisés. Il est également nécessaire d'élargir la recherche scientifique et de diffuser à plus grande échelle les connaissances sur le colonialisme et le néo-colonialisme par le biais de l'éducation et des médias.
- Les dénominations de rues portant les noms de dirigeants coloniaux, comme celui de Léopold II, doivent être remplacées par les noms des héros de la décolonisation tels que Patrice Lumumba, Nelson Mandela ou Abdelkrim Al Khattabi. Les statues coloniales doivent être transférées dans des musées et assorties d'explications ad hoc.
- Les pays riches doivent tenir davantage compte de leur responsabilité historique en matière de changement climatique, de dégradation de l'écosystème planétaire et de l'épuisement des matières premières. Le Sud a droit à des compensations lui permettant de faire face aux conséquences de ce changement climatique.
- Nous rejetons le système économique dans lequel la production de haute technologie reste principalement le privilège des pays riches et industrialisés. De grandes parties du monde sont actuellement condamnées à fournir une main-d'œuvre peu rémunérée, ou des matières premières et produits agricoles aux prix bradés. Les règles du commerce international doivent être réécrites, de telle sorte que les pays africains et les autres pays du Sud puissent enfin développer une industrie de haute technologie et un secteur de services indigènes.

Le parti de l'environnement et de la transition énergétique

Le changement climatique menace la vie et les moyens de subsistance de centaines de millions de personnes à travers le monde. Nous reconnaissons les limites biophysiques de l'écosystème. Il en résulte que la poursuite de la croissance économique dans les pays riches est incompatible avec l'idée d'un avenir durable. Les pays industrialisés, comme la Belgique, ont le devoir d'opérer une transition écologique radicale. Nous devons révolutionner notre consommation énergétique et de matières premières, ainsi que nos moyens de déplacement. Le respect des limites écologiques est également la seule façon de permettre à la majorité pauvre du monde de rattraper son retard économique. Les pays riches devront tendre vers l'autosuffisance, ainsi qu'amorcer une dynamique de redistribution de la richesse et du travail. La transition écologique est l'affaire de tous. Elle requiert un investissement individuel des citoyens, mais aussi et surtout des gouvernements et des grandes entreprises. Les élus nationaux et européens doivent faire usage de l'arsenal de moyens légaux et fiscaux à leur disposition pour obliger les grandes entreprises à s'inscrire dans la transition écologique. Nous devons également permettre aux citoyens de se convertir à un mode de vie durable, en apportant notamment une aide en ce sens aux personnes à faibles revenus. Pour l'ensemble de ces raisons, nous souhaitons:

- A l'instar de ce qu'a fait la Bolivie en 2008, introduire la reconnaissance des droits de la Nature dans la Constitution belge et par le biais d'un traité européen. Ceci induit l'interdiction de prélever davantage sur la nature que ce qu'elle peut reconstituer et de produire plus que ce qu'elle peut supporter. Grâce à cette reconnaissance constitutionnelle des droits de la Nature, toute action publique ou privée engendrant une détérioration supplémentaire de l'environnement pourra donc être légalement empêchée.
- Lancer un plan national de transition énergétique visant à atteindre un niveau de 100 % d'énergies renouvelables d'ici à 2050.
- Lutter contre l'obsolescence programmée, en obligeant les fabricants à rallonger la durée de garantie légale de leurs produits.
- Introduire une taxe écologique sur les produits multipliant inutilement les emballages.
- Interdire les produits phytosanitaires pour lesquels il existe des études scientifiques sérieuses démontrant leur dangerosité pour la santé et l'environnement (ex. : le bisphénol-A, le glyphosate, les néonicotinoïdes, etc.).
- Repenser nos modes de pêche au niveau européen et promouvoir une politique de gestion responsable des océans au niveau international.
- Mener des politiques visant à encourager la diminution de la consommation de viande.
- (Re)développer le réseau ferroviaire belge, augmenter l'offre de transports publics et encourager les modes de transports écologiques.
- Sécuriser davantage le déplacement des cyclistes et des autres usagers de transports écologiques (ex.: développement des pistes cyclables).
- Préserver la biodiversité en Belgique, en intégrant un plus grand nombre de zones protégées au réseau Natura 2000 et en remédiant de manière active au déclin de certaines espèces animales et végétales.
- Développer le réseau d'espaces verts dans les villes et reconnaître leur caractère indispensable à la qualité de vie des habitants.